

le pouvoir aux travailleurs

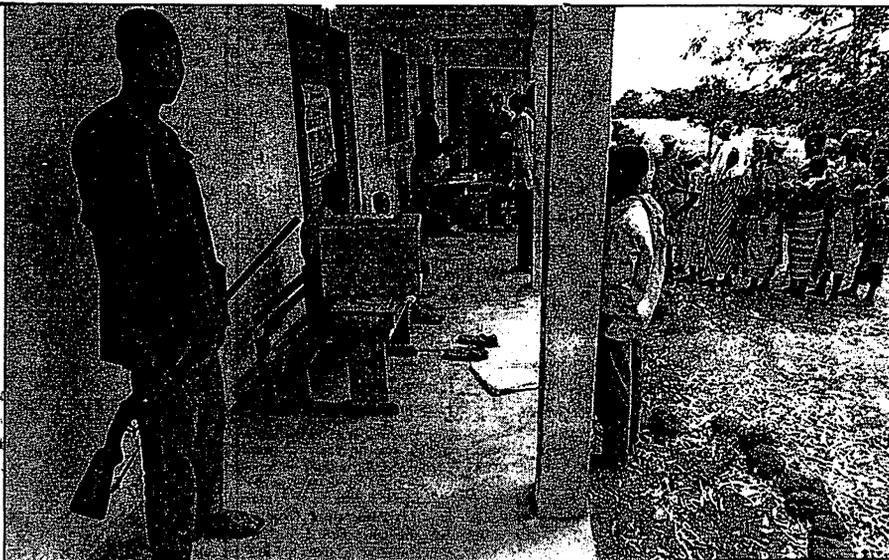
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 19 NOVEMBRE 1995

NO 236 PRIX 4 FF



COTE

D'IVOIRE

LES AFFRONTEMENTS

ENTRE BAOULES ET BETES

PDCI, FPI, RDR,

TOUS RESPONSABLES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire: Beau-
coup de candidats
pour la soupe.
- Konan Bédié élu avec
plus de 96% des voix.

Page 6
Nigéria: Derrière
l'assassinat des op-
posants, les intérêts
des trusts pétroliers

Page 7
Mali: Quand madame la
présidente parle de
solidarité dans les
salons climatisés

Page 8
L'Algérie au lende-
main du scrutin
présidentiel.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an
- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :
DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

**LES AFFRONTEMENTS ENTRE BAULES ET BETES
PDCI, FPI, RDR, TOUS RESPONSABLES !**

Les dernières élections présidentielles se sont déroulées dans un contexte marqué par des affrontements ethniques, notamment entre Baoulés et Bétés. Guibéroua et Soubré ont été les principaux théâtres de ces événements. Mais d'autres lieux comme Gagnoa, Ouragahio ou San Pédro ont été aussi touchés, même si c'était avec moins d'ampleur.

Les conséquences de ces affrontements ont été désastreuses. Un bilan officiel fait état de 23 morts, 17 disparus et 30 blessés. Quelque 345 campements de planteurs ont été saccagés, pillés et 233 incendiés. Il semble qu'il y ait près de 8 000 Baoulés qui ont quitté leurs plantations, dont 4 715 sont encore des "réfugiés" à Gagnoa. A cela, il faut encore ajouter la haine, la rancœur et tous les autres sentiments bas entretenus entre les deux communautés et qui mettront du temps avant de disparaître.

Quel est l'origine de ces événements ? Au cours d'une conférence de presse rapportée par le journal "Le Jour", selon Laurent Gbagbo, le leader du FPI, ces événements auraient pour source "un fait divers banal" qui aurait opposé un jeune Baoulé à un de ses amis bété. Les deux amis se seraient battus pour une histoire de 1000 FCFA que le premier devait au second. Il s'en est alors suivi des disputes et des bagarres entre une partie des habitants du campement et ceux du village. Et, toujours selon Gbagbo, cet affrontement entre 2 individus qui aurait pu être un simple incident a suffi pour mettre le feu aux poudres à cause de l'exploitation mensongère qu'en a faite le pouvoir qui, par une dépêche, a laissé dire que "les Bétés étaient en train de massacrer les Baoulés" et qu'il y aurait "18 morts". En d'autres termes, le leader du FPI accuse le pouvoir d'avoir sciemment diffusé une fausse information dans le but de semer la panique au sein des populations baoulés et d'être ainsi à l'origine des affrontements ethniques.

La plupart des partis de l'opposition, notamment ceux qui sont membres du Front Républicain, partagent cette version des faits donnée par le leader du FPI. Mais évidemment, c'est un autre son de cloche que l'on entend du côté du

pouvoir et du PDCI. Pour ces derniers, les affrontements entre Baoulés et Bétés sont la conséquence du mot d'ordre de "boycott actif" lancé par l'opposition invitant la population à ne pas participer aux élections présidentielles. Dans les colonnes de *Fraternité Matin* et *d'Ivoir Soir*, le FPI a été accusé de vouloir prendre le pouvoir par les armes. Pendant des jours, sur les écrans de la télévision, on a abondamment montré les images des populations baoulés déplacées, avec l'intention manifeste de montrer qu'il y avait chasse à l'homme, que les militants bétés de l'opposition s'en prenaient aux paysans baoulés pour avoir osé ou voulu voter.



S'il est vrai que l'enjeu des élections présidentielles n'est pas sans rapport avec ces événements, ceux-ci, quels qu'en aient été les mobiles circonstanciels, tirent surtout leur origine d'une politique générale, criminelle, dont sont responsables aussi bien les tenants du pouvoir que les dirigeants de l'opposition.

En effet, si du temps de Houphouët le pouvoir, tout en s'appuyant sur le clan akan, notamment baoulé, avait en même temps une apparence unitaire, ce n'est plus le cas depuis l'arrivée de Bédié à la tête de l'Etat. Devant le mécontentement populaire grandissant mais aussi la contestation née au sein de son

propre parti, donc d'une partie de son électorat, pour se maintenir au pouvoir, la clique baoulé qui dirige le pays depuis plus de trente ans s'affirme comme ouvertement tribaliste et régionaliste. Elle entretient un sentiment de peur au sein des populations baoulés. S'affichant comme dépositaire des intérêts de celles-ci, elle présente l'opposition, toutes tendances confondues, comme une menace des Bétés ou des Nordistes, tous revanchards, qui voudraient arracher le pouvoir aux Baoulés. C'est en réalité cette idéologie-là qui se cache derrière le concept fumeux de "l'ivoirité" qui donne son fondement au code électoral xénophobe et réactionnaire pondu par Bédié et Bombet.

Les partis de l'opposition, notamment les grosses pointures, le FPI et le RDR, utilisent des gammes différentes mais jouent eux aussi la même partition que le PDCI. A leur manière, dans la lutte qui les oppose au pouvoir, ils participent aussi à la division des populations sur des bases ethniques ou régionalistes. Même s'ils ne le disent pas ouvertement, ils ne laissent pas moins entendre que si les choses ne marchent pas, c'est à cause des Baoulés en général, sans distinction aucune, comme si un ouvrier baoulé ou un paysan pauvre appartenant à cette ethnie aurait une quelconque responsabilité dans la politique de Bédié et autres dont il est justement une victime! Inversement, pour leurs besoins de clientélisme, ces partis utilisent aussi les mêmes arguments que le PDCI: le FPI s'affiche volontiers comme défendant d'abord les intérêts des populations bétés alors que le RDR prétend incarner les aspirations des populations musulmanes du Nord appelées communément "Dioulas".

Voilà comment les uns et les autres en semant la division entre les populations ont favorisé les affrontements entre Baoulés et Bétés dans la région de Gagnoa ! Les populations n'ont évidemment aucun

intérêt à écouter les sirènes de haine et de division entre les pauvres qu'entonne l'un ou l'autre camp, étant donné que tous ces partis, le PDCI, le FPI, le RDR ou autres, sont au service des riches et défendent rigoureusement les mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie.

L'opposition fondamentale dans la société n'est pas entre Baoulés et Bétés, ou Baoulés et "Dioulas". L'opposition fondamentale, c'est celle qui existe entre riches et pauvres, exploités et exploités. C'est pourquoi, pour que, comme au Rwanda, ils ne soient pas entraînés

par les politiciens du pouvoir et de l'opposition dans des guerres ethniques, fratricides, criminelles où ils seront les principales victimes, quel que soit le camp qui l'emportera, il est d'intérêt vital que les travailleurs et l'ensemble des opprimés, baoulés, bétés, "dioulas" ou autres, s'unissent, se défendent collectivement contre tous les riches, y compris contre ceux de leur ethnie, région ou religion. C'est aussi la seule façon pour qu'ils se fassent respecter, accèdent aux libertés fondamentales et améliorent leurs conditions de vie.

COTE D'IVOIRE

LEGISLATIVES : BEAUCOUP DE CANDIDATS POUR LA SOUPE!

Les législatives du 26 novembre devraient permettre d'élire en tout 175 députés. Mais s'il n'y avait pas une foule de candidats à l'élection présidentielle, ne serait-ce que parce que le PDCI qui avait tout verrouillé n'avait laissé aucune chance aux partis concurrents, pour les législatives, par contre, il y a un nombre impressionnant de candidats.

Le PDCI, à lui seul, avait plus de 800 candidats à la candidature! Contrairement à ses traditions qui consistaient à désigner des candidats, il était alors contraint d'organiser des primaires. Certains, tels Adama Sanogo (député-maire sortant d'Abobo), Léopoldine Coffie, présidente nationale de l'UFPDCI (Union des Femmes PDCI) ou encore Karamoko Amara (député-maire de Mankono) ont été battus aux élections primaires.

Mais la direction du PDCI a foulé au pied les choix des militants de base pour maintenir ces

candidats en lieu et place de ceux qui étaient élus aux primaires. Comme quoi, habitué depuis longtemps aux pratiques anti-démocratiques, ce parti a du mal à respecter la volonté majoritaire en son propre sein.

Du côté de l'opposition, le Front Républicain, qui était encore hier uni contre le PDCI au sujet du code électoral, avait aussi bien du mal à contenir les ambitions personnelles des uns et des autres. Il participera donc aux législatives en ordre dispersé. Ainsi, par exemple, le FPI présente 175 candidats, et le RDR une centaine. Ces partis de l'opposition ne sont pas seulement en concurrence avec le PDCI, mais aussi entre eux-mêmes alors qu'ils ont tous à peu près le même programme.

Ici et là, il y a eu des bagarres, pas seulement au figuré, mais aussi au sens physique du terme. Au PDCI, selon certains journaux, il y aurait eu des blessés

à la suite des bagarres entre candidats. Des candidats, (ceux du PDCI et de l'opposition) qui n'avaient pas l'appui de leur parti ont choisi de se présenter quand même en tant qu'"indépendants".

Pendant ce temps, avant même que ne commencent les législatives, le PDCI a tenu à éliminer certains candidats de l'opposition qui avaient des chances de lui ravir quelques sièges. C'est ainsi que Gbagbo ne se présentera pas à Ourahadio dont il est le député sortant. En effet, il n'y aura pas d'élection sous prétexte que les tensions entre Bétés et Baoulés rendent difficile la tenue de

celles-ci. C'est ainsi aussi que la candidature de Djény Kobina n'a pas été retenue, parce que le PDCI a "découvert" au dernier moment que celui-ci ne serait pas Ivoirien!

Ainsi, non seulement entre les partis, mais aussi au sein de chacun d'eux, les ambitions des uns et des autres provoquent déjà des bagarres qui en annoncent d'autres. La seule perspective qui intéresse vraiment tous ces gens-là est celle d'avoir un bon salaire sans compter la possibilité de se servir du titre de député pour faire des affaires douteuses, y compris sur le dos du peuple.

COTE D'IVOIRE

KONAN BEDIÉ ELU AVEC PLUS DE 96% DES VOIX

Comme il fallait s'y attendre, Konan Bédié a été élu avec plus de 96% des voix. Malgré les manifestations de rue organisées par les partis d'opposition contre le nouveau code électoral confectionné sur mesure pour écarter Ouattara de la course présidentielle, le pouvoir n'a pas cédé. Pire, les forces de l'ordre ont tiré sur les manifestants faisant officiellement plus de six morts.

C'est donc sans grande difficulté que Konan Bédié s'est fait élire face à Francis Wodié (3,74%). La participation des électeurs n'était pas grande car l'opposition a battu campagne pour le "boycott actif" de ces élections présidentielles.

Beaucoup de travailleurs et de petites gens regrettent que Ouattara ne soit pas candidat à cause du maintien du code électoral.

Mais en réalité, les politiciens de l'opposition ne valent pas mieux que Bédié et sa clique. Les Wodié, Laurent Gbagbo, Djény Kobina et autres Moriféré, tout comme Ouattara ancien premier ministre d'Houphouët Boigny défendent une politique au service des riches et des bourgeois. Ces opposants-là comme la clique de Bédié au pouvoir sont pour l'existence du capitalisme. Ils ne s'opposent pas à l'exploitation des travailleurs par les patrons.



Manifestation à Abidjan

La principale ambition de ces politiciens de l'opposition, c'est d'arriver au pouvoir ou, du moins d'y être associés pour bénéficier des privilèges, pour se remplir les

poches.

Pour cela, ils se servent des petites gens comme masse de manoeuvre.

NIGERIA

DERRIERE L'ASSASSINAT DES OPPOSANTS, LES INTERETS DES TRUSTS PETROLIERS

Le 10 novembre dernier neuf opposants nigériens ont été condamnés à mort et pendus par le régime du général Abatcha. Tous étaient membres du Mouvement pour la Survie du Peuple Ogoni (MOSOP) et parmi les victimes il y avait Ken Saro-Wiwa, un écrivain bien connu pour son opposition au régime militaire.

Les autorités militaires accusent ces opposants d'être responsables du meurtre de quatre personnalités ogonies proches du régime. Abatcha et le tribunal à sa solde ont trouvé des prétextes pour les condamner mais en réalité, ce qui a valu leur condamnation à mort c'est leurs dénonciations des dégâts causés par les trusts internationaux par l'exploitation sauvage de champs pétrolifères dans le delta du Niger et plus particulièrement dans la région Ogoni.

Le MOSOP dénonçait la pollution provoquée sur le fleuve Niger par les déchets pétroliers privant ainsi la population de vivre des produits

de la pêche. Dans pas mal d'endroits la terre est devenue impropre à la culture tellement elle est imprégnée de déchets. Ce sont de telles choses que dénonçait Ken Saro-Wiwa. Il dénonçait aussi la complicité du régime avec les trusts pétroliers dont le plus influent est la compagnie anglo-néerlandaise Shell. C'est elle qui contrôle la moitié de la production du pétrole nigérian. Et le Nigéria est le cinquième producteur de pétrole dans le monde. Ces opposants étaient devenus gênants dans la bonne marche de la politique de la dictature militaire d'Abatcha et des affaires des compagnies pétrolières.

Les condamnés sont morts, assassinés par Shell, Elf et compagnie, dont les ordures en uniforme ont été les exécuteurs de basses oeuvres. Et ce n'est pas la première fois que ça se passe de la sorte. La fortune de ces trusts a été bâtie sur des guerres, des meurtres, le pillage et la destruction de la nature.

MALI

QUAND MADAME LA PRESIDENTE PARLE DE SOLIDARITE
DANS LES SALONS BIEN CLIMATISES

Madame Konaré, épouse du président du Mali, a présidé, du 26 au 29 octobre, à Agen, en France, le Forum International des solidarités Nord-Sud. Cet organisme regroupe un certain nombre d'ONG. Il y aurait eu à cette réunion près de 500 ONG qui ont présenté leurs projets et actions en cours de réalisation dans différents pays.

Madame Konaré préside elle-même au Mali depuis un an une association intitulée "Fondation Partage" et c'est à ce titre-là qu'elle a été invitée à ce forum. Selon elle, son association a collecté près de 100 millions de F CFA de dons en argent et en nature dont 30 millions provenant des ressortissants maliens. "Six de ces 100 millions ont été symboliquement affectés à un fond spécial de solidarité avec le Rwanda", a-t-elle déclaré.

Certes, que la femme du président veuille prendre une partie de son temps pour s'occuper des associations de solidarité n'est pas un mal en soi. Seulement il y a eu l'expérience avec madame Traoré, l'épouse de l'ex-dictateur, qui présidait, elle aussi quand ce n'était pas son mari, des associations ou des Fondations comme celle des aveugles par exemple. Pour eux, c'était une occasion de mettre la main sur les fonds attribués à ces fondations par des organismes nationaux et internationaux. Ce qui leur permettait une fois de plus de s'enrichir.

Madame Konaré sera-t-elle plus honnête que celle qui l'a précédée ? Qui vivra verra. Il est fort probable, vu le sort actuel de l'ancienne "première dame du Mali", que madame Konaré réfléchira deux fois avant d'entreprendre une action semblable à celle de l'ex-première dame.

Une chose est sûre, c'est que les travailleurs immigrés maliens en France n'ont pas attendu madame Konaré et sa Fondation "Partage" pour voir tout ce qui ne va pas dans les villages et pour entreprendre des actions de solidarité. C'est ainsi que presque dans tous les villages de la région de Kayes, il y a des projets de construction des écoles, des dispensaires, des maternités à l'initiative des travailleurs immigrés maliens en France. Beaucoup ont été réalisés par leurs fonds propres. Le gouvernement précédant comme l'actuel ont essayé de mettre des bâtons dans les roues de ces associations villageoises. Dans certains endroits, les gouvernements ont voulu bloquer les projets notamment dans la région de Kayes en menaçant de ne pas fournir des enseignants ou du personnel médical si les travailleurs construisaient des centres de santé et des écoles dans tous les villages. Ils prétextent de ne pas avoir de l'argent pour payer ce personnel. On a vu dans certains villages les associations prendre en charge ce que l'Etat leur refusait, à savoir la formation médicale des ressortissants de leurs villages comme par exemple des infirmiers ou des sages-femmes.

Donc quand madame Konaré parle de solidarité dans le forum international, elle ferait bien de dire à son mari de président de donner des directives à ses commandants et ses gouverneurs galonnés de prendre en charge le minimum de chose que le gouvernement devrait assumer et de ne plus mettre des bâtons dans les roues aux travailleurs immigrés révoltés par le sous-développement et l'arriération de leurs villages et qui veulent lutter contre cette situation de misère.

L'ALGERIE AU LENDEMAIN DU SCRUTIN PRESIDENTIEL

D'après les chiffres, officiels environ 12 millions d'Algériens se sont rendus aux urnes sur un total de 16 millions d'inscrits.

Le général Zéroual a été reconduit dans ses fonctions avec 61% de suffrages exprimés. Le FFS (Fédération des Forces Socialistes), le FLN (ancien parti unique au pouvoir jusqu'en 1991) et le FIS (Front Islamique du Salut) avaient appelé au boycott. D'ailleurs ils avaient signé en janvier dernier à Rome une plate-forme commune. Les "fous d'allahs" promettaient même des "représailles sanglantes" contre ceux qui se rendraient aux urnes.

Eh bien, on peut dire (du moins au vu des résultats officiels) que la population algérienne a passé outre, excepté dans les fiefs islamistes, les menaces des groupes armés, qu'ils se réclament de l'AIS ou du GIA. Ce scrutin traduit en quelque sorte la volonté d'opter contre l'intégrisme.



Malheureusement après les élections, l'Algérie risque d'être exactement dans la même situation qu'avant sinon pire. L'armée qui est

la protectrice des intérêts des riches se prévaudra du plébiscite accordé par les urnes pour accentuer sa répression. C'est cette répression qui frappe la jeunesse pauvre et désœuvrée des quartiers miséreux.

C'est cette situation de dictature militaire et de violence d'Etat qui fournit chaque jour les recrues qui grossissent les rangs des groupes armés islamistes.

La situation de crise politique en Algérie découle de la crise économique. De ce point de vue les élections ne changeront rien au sort des travailleurs et de la population pauvre en général.

En accord avec le FMI une nouvelle dévaluation du dinar et des plans de licenciement sont déjà programmés par le pouvoir. Toutes ces mesures vont faire basculer encore plus de gens dans la détresse et risquent de les jeter dans les bras des terroristes islamistes.

La dictature militaire ou la barbarie islamiste qui semblent s'opposer aujourd'hui et prennent l'Algérie en tenailles, peuvent s'entendre, dialoguer pour cohabiter demain, pour peu que les différentes composantes des classes dominantes qui soutiennent les uns et les autres l'estiment plus conforme à leurs intérêts.

C'est pourquoi il est vital et urgent, en Algérie comme plus généralement dans tous les pays frappés par la crise capitaliste, que les travailleurs se donnent eux aussi un outil de classe, le parti qui offrira à toute la jeunesse pauvre et aux déshérités les moyens de lutter pour un autre avenir.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.